

Bulletin n°7 - Novembre 2023 - Sommaire

Page

Editorial	1
Nicaragua : Nouveau projet ANS-ODESAR - Interview de Javier Mendoza	2
El Salvador : Rencontre avec Zaira Navas à Genève	4
Guatemala : La victoire surprise d'un candidat anti-corruption	6
Guatemala: Sperisen - Fin prochaine d'une saga judiciaire	6
Israël : une société aveuglée et sans mémoire	7
Palestine: Filmer c'est exister	8

Editorial

L'internationalisme et l'anti-impérialisme sont au cœur de l'action de l'ANS depuis ses débuts. Les liens tissés de longue date nous permettent d'exercer une solidarité politique directe. Celle-ci se traduit par notre travail avec notre partenaire Odesar au Nicaragua, et par notre soutien au *Bloc de résistance populaire* en lutte contre le régime de Bukele au Salvador. Le bulletin que vous tenez entre vos mains en rend compte. Nous souhaitons également renforcer nos liens avec d'autres collectifs de solidarité latino-américains dans le but de mener des actions communes. C'est le sens de notre participation à la manifestation « Solidarité peuple à peuple », contre la criminalisation des luttes, organisée à Genève le 28 octobre dernier, à l'initiative de *Nouvelles générations Chili*, pour marquer les 4 ans de la révolte populaire chilienne.

Lors de cette manifestation, la solidarité avec la lutte de libération nationale du peuple palestinien, s'est exprimée avec force. Le soutien indéfectible des grandes puissances occidentales au régime criminel d'occupation et d'apartheid israélien, et la criminalisation qu'elles exercent à l'encontre de la solidarité avec le peuple palestinien, ne font que confirmer leur double morale. Tout est permis aux alliés de l'occident, promoteurs de la « démocratie capitaliste ». Le nettoyage ethnique de la Palestine menée par le sionisme depuis 75 ans, et le génocide en cours à Gaza en sont l'illustration criante.

La Suisse qui collabore militairement avec ce régime colonial y participe. Aux antipodes de cette complicité, la rupture par la Bolivie plurinationale des relations diplomatiques avec Israël est un exemple à suivre. La très importante mobilisation internationale doit se poursuivre et encore s'amplifier pour soutenir la résistance exemplaire du peuple palestinien et sa volonté inébranlable de vivre en peuple libre.

Nous invitons les sympathisant.e.s de l'ANS à soutenir cette lutte en rejoignant la campagne Boycott – Désinvestissements – Sanctions (BDS) et le Collectif Urgence Palestine (CUP) de votre région.



Manifestation à Berne en soutien à la Palestine - 4 nov. 2023

Vive la résistance du peuple palestinien !

www.bds-info.ch
www.urgencepalestine.ch
www.urgencepalestine-vd.ch
www.palestine-neuchatel.ch

Historique

L'ANS est fondée en 1978 par des militant.e.s suisses et latino-américains quelques mois avant le triomphe de la Révolution Populaire Sandiniste au Nicaragua, le 19 juillet 1979, pour dénoncer la répression de la dictature de Somoza contre le peuple en lutte.

Valeurs

Née de la solidarité envers le peuple nicaraguayen et les luttes de libérations au Salvador dans les années 70-80, l'action de l'ANS s'inscrit plus largement dans le mouvement de solidarité avec les peuples en lutte pour leur dignité et leur autodétermination en Amérique latine.

Comité - Equipe de rédaction

Jean-Christophe Berent, Gérald Fioretta, Tony Mainolfi, Manuel Nussbaumer, Philippe Sauvin, Nicolas Vernier

Nicaragua : Nouveau projet ANS-ODESAR Interview de Javier Mendoza

Le financement du nouveau projet de l'ANS 2023-2026 : *Développement et résilience face au changement climatique de 8 communautés paysannes*, a été validé par la FGC. Le projet a pu débuter en avril 2023, avec déjà des résultats concrets. Nous avons posé trois questions à Javier Mendoza, qui coordonne le projet pour notre partenaire ODESAR au Nicaragua.

Un des axes principaux du projet vise à l'atténuation des effets du changement climatique. A ce propos, pourrais-tu nous décrire la situation existante dans les communautés concernées et nous décrire les premiers résultats obtenus durant ces six premiers mois ?

Le projet intervient dans une région où l'eau destinée à la consommation humaine vient souvent à manquer. Le nombre de sources disponibles est limité et l'eau est souvent impropre à la consommation. En 2023, le phénomène climatique connu comme « El Niño », et des pluies irrégulières et insuffisantes ont affecté la région. Cela met en danger les cultures, notamment la production de café avec des conséquences importantes pour de nombreuses familles paysannes qui comptent sur cette source de revenu. Les impacts du changement climatique sont maintenant très visibles avec notamment des températures jamais vues de plus de 30 degrés en hiver.

Au travers du projet, nous cherchons à apporter des solutions concrètes à cette nouvelle réalité. Lors des assemblées communautaires de pilotage du projet, nous planifions le travail conjointement avec les familles, et en coordination avec la municipalité et d'autres dépendances comme les Ministères de la santé, de l'éducation et les comités « eau potable » qui apportent leur soutien.

Six mois après le début du projet, nous comptons déjà 229 nouvelles familles ayant débuté une culture maraîchère sur leurs parcelles, avec des variétés de légumes adaptées aux conditions climatiques. Cette petite production est avant tout destinée à l'auto consommation et vise à améliorer la sécurité alimentaire des familles. Certaines ont déjà produit un excédent et ont pu le commercialiser, et améliorer leur situation économique.

Les orangers, avocatiers, citronniers, mandariniers plantés cette année sur les parcelles familiales, fourniront leurs premiers fruits dans 2 ou 3 ans. 238 familles ont également initié la production de bananes dont la récolte est annuelle.



Production des jardins familiaux - Granadillo 3

L'implication des familles et le soin apporté aux cultures grâce à l'emploi de techniques agro écologiques, montrent qu'il est possible d'améliorer la sécurité alimentaire malgré une eau peu abondante. Signalons également qu'un premier puits a été réhabilité dans la communauté *Granadillo 1*, garantissant un approvisionnement à 19 familles.



Réhabilitation d'un puits - Granadillo 1

340 familles paysannes de 8 communautés participent au projet dont les objectifs ne peuvent être mis en œuvre sans la participation active des principaux intéressés. Peux-tu nous dire comment fonctionne l'organisation communautaire, et comment est piloté le projet ?

Les objectifs du projet ont été présentés aux leaders de chaque communauté. L'implication des familles, qui y participent volontairement, est essentielle pour la mise en œuvre des actions à réaliser et l'atteinte des objectifs. Dans chaque communauté participante, un *comité de direction*, composé de 5 personnes, chargé de piloter

le projet et de faire le lien entre la communauté et l'équipe technique, a été élu.

Les membres des *comités de direction* sont également les interlocuteurs des instances parties prenantes au projet, tel que les Ministères de la santé, de l'éducation ou les comités de parents. Leur rôle est notamment de coordonner les actions entre tous les acteurs et d'assurer la logistique. Au besoin, ils sollicitent la municipalité pour la réparation d'une route, la fourniture d'un service électrique ou s'assure de la livraison de semences pour les cultures ou de jeunes arbres pour les programmes de reforestation.

Ils organisent des assemblées communautaires pour planifier le travail et superviser l'avancement du projet, et se réunissent régulièrement avec l'équipe technique lors de séances de coordination. Comme leaders connaissant leur communauté, et reconnu comme telles, ils ont aidé à sélectionner les jeunes qui reçoivent une bourse dans le cadre du projet.



Assemblée communautaire Santa Carmela

Diverses activités éducatives visant à renforcer la capacité d'organisation sont organisées en lien avec la Municipalité. Des formations sur les techniques de permaculture, l'agro écologie ou la diversification des cultures sont également données. Les questions de genres et d'égalité, centrales dans tous les projets d'ODESAR, sont également intégrées. La collaboration avec la Municipalité et les autres instances gouvernementales, tels que Ministère de la santé et Ministère de l'éducation est excellente et ODESAR bénéficie d'une grande reconnaissance due à sa longue expérience.

Peux-tu nous présenter le programme d'Université paysanne. Quelles sont les opportunités offertes à la jeunesse rurale par ce programme gouvernemental ?

L'Université paysanne est un programme destiné aux habitant.e.s des zones rurales de tout le pays pour favo-

riser le développement socio-économique et culturel, et contribuer à la diminution de la pauvreté des populations vulnérables. On peut dire que c'est une vraie révolution éducative. Ce programme promeut une gestion durable des ressources naturelles aux travers de technologies appropriées destinées à préserver l'environnement par la préparation technique et professionnelle de la jeunesse. Les formations proposées répondent aux besoins des localités rurales, en collaboration avec les gouvernements locaux et les communautés. L'Université est présente dans les zones les plus reculées du pays.

Actuellement, 8 formations sont dispensées à la Dalia Matagalpa : auxiliaire en infirmerie, assainissement environnemental, médecine générale, optométrie, odontologie, agronomie et ingénierie civile. En 2023, l'Université de la Dalia Matagalpa comptera 1'700 étudiant.e.s en provenance de plusieurs municipalités du Département. Au niveau national, elle est présente dans 92 municipalités pour un total de 9'187 étudiant.e.s et propose des formations dans les domaines de l'éducation, l'agriculture, l'industrie et la construction, la santé, les sciences sociales, les humanités et les arts. D'importants investissements dans les infrastructures ont été réalisés pour permettre de bonnes conditions d'études.

Pour la plupart des formations, à l'exception de celles dispensées à la faculté de médecine, les cours se déroulent les samedis et dimanches. La majorité des étudiant.e.s sont des travailleurs.euses agricoles qui travaillent pendant la semaine. Cette opportunité d'étude demande un gros investissement personnel sur la durée, mais de nombreux jeunes la saisissent car cela leur permet d'obtenir une qualification professionnelle.

Ces formations, totalement gratuites, suscitent beaucoup d'intérêt parmi les jeunes des 8 communautés participant au projet. 40 d'entre elles et eux (27 femmes et 13 hommes) reçoivent une bourse, octroyée dans le cadre du projet, leur permettant de couvrir leurs frais de déplacement et d'alimentation. Parmi les études suivies par ces jeunes, citons celle d'auxiliaire en infirmerie ou encore d'infirmerie maternelle et infantile.

Certain.e.s enseignant.e.s sont originaires de la zone, tandis que d'autres proviennent de régions plus éloignées et se déplacent pour donner leurs cours les fins de semaines.

Il faut aussi mentionner les formations techniques très diverses de l'Institut Technologique national (INATEC), d'une durée de 3 ans, qui sont dispensées sur le territoire (technicien agricole, informaticien.n.n.e, boulanger.ère, parmi d'autres).

On constate une vraie amélioration des conditions d'accès à une éducation et à une formation professionnelle gratuite et de qualité pour la jeunesse rurale du pays.

El Salvador - Rencontre avec Zaira Navas à Genève

Depuis la défaite électorale du FMLN à l'élection présidentielle de 2019, l'ANS invite régulièrement des personnalités salvadoriennes afin de mettre en lumière la situation réelle du Salvador sous l'Etat d'exception, ainsi que les luttes populaires de la Résistance et ainsi démasquer la propagande de Nayib Bukele depuis qu'il a obtenu la majorité absolue aux parlementaires de 2021.

Outre l'invitation de Mariela Ramires et Sonia Urrutia, leaders du Bloque Resistencia, ANS a mené quelques jours avant le 1^{er} mai 2022, une action avec plus d'une quarantaine de sympathisants du peuple salvadorien devant le consulat centraméricain afin de dénoncer la répression contre la marche prévue en l'honneur des travailleurs et travailleuses à San Salvador.

C'est dans le cadre de la solidarité historique avec le Salvador que le 26 septembre 2023, Zaira Navas, avocate au sein de l'ONG anglicane CRISTOSAL, était invitée à présenter à Genève les résultats d'une enquête concernant le régime d'exception en cours au Salvador.

CRISTOSAL est une organisation spécialisée d'une part, dans la protection et l'assistance des personnes victimes de violations des droits humains, et aussi dans la défense des institutions démocratiques.

Les fausses promesses du président le plus cool du monde

Zaira Navas nous explique que Nayib Bukele orienta sa stratégie de prise de pouvoir sur trois promesses. La première était la construction de différentes infrastructures essentielles telles que des hôpitaux et des écoles. La deuxième était l'arrestation de l'ancien président Mauricio Funes – image d'Epinal de la corruption en Amérique Latine - avant les premiers 100 premiers jours de son mandat. Et la troisième c'était la destruction, soit disant sans contrepartie, des fameuses Maras.

Les deux premières promesses sont restées non tenues à ce jour, tandis que la dernière - un sujet sensible que le président « le plus cool » a su manipuler – a donné des fruits. En effet, lors de sa campagne électorale, Nayib Bukele, a affirmé à maintes reprises qu'il n'allait pas négocier « avec le sang des salvadoriens » et qu'il allait ramener la paix dans les foyers. Zaira Navas nous rappelle qu'en 2019, le Salvador comptait une population de 6 millions d'habitants avec environ 15 homicides par jour. Un mois après l'accession de Nayib Bukele à la tête de l'Etat, le gouvernement annonça une baisse importante des homicides à moins de 10 par jour. Puis le nombre chuta drastiquement alors que sa popularité prenait l'ascenseur dans les pays latino-américains eu aux USA.

Zaira Navas révèle que de nombreux démagogues latino-américains s'inspirent actuellement du discours musclé et mensongé de Bukele. Par exemple en Colombie la droite récalcitrante a entamé une campagne – dans la plus pure tradition bukélienne - pour discréditer l'actuel président de centre gauche Petro. L'avocate salvadorienne insiste pour souligner que de nombreux acteurs économiques latinos ont financé la campagne de Bukele au Salvador et qu'il s'est entouré d'une nuée de conseillers vénézuéliens proches de Guaido, l'ex président fantôme vénézuélien – chaque ministère compterait un conseiller vénézuélien pour contrôler la direction des projets.

Or l'artifice a fait long feu suite aux nombreuses révélations de la presse de ce petit pays centraméricain qui a fait état de négociations improbables entre le jeune président et les principaux leaders des Maras.



Zaira Navas - avocate de l'ONG Cristosal

La négociation et la mise en place d'un régime d'exception permanent

La relation entre Nayib Bukele et les gangs aurait commencé déjà en 2015-2018 lors de son mandat de maire de San Salvador. Il a, nous certifie Zaira Navas, travaillé avec les Maras, dès le début sous le prétexte de campagnes de réinsertion. Les enquêtes journalistiques ont démontré, par la suite, que de nombreux délinquants ont négocié avec un cercle restreint d'amis personnels de Bukele dans le but d'acquérir des avantages en échange d'un soutien électoral indéfectible des quartiers pauvres. L'équipe qui s'occupait de ces relations a accompagné, par la suite, le gouvernement dans ce processus de négociation.

Cette proximité du clan au pouvoir avec les Maras est confirmée dans les faits. Les extraditions vers les Etats Unis des criminels les plus dangereux du pays ont été gelées au grand dam de l'administration Biden. Un secrétaire d'Etat a personnellement sorti de la prison, puis amené en voiture un dirigeant criminel pour lui faire traverser la frontière guatémaltèque.

Le spectre de la négociation s'est précisé lorsque de nombreuses ONG ont constaté que des meurtres à grande échelle avaient lieu à des dates très précises, pour obtenir des privilèges, puis le nombre d'homicides baissait.

L'accord a volé en éclat lorsque les Maras ont décidé de monter d'un cran le rapport de force avec l'Etat en assassinant près de 100 personnes à l'aveuglette en deux jours en mars 2022. Cet événement a permis au régime en place de mettre en pratique l'œuvre de com' magistrale du président le plus *cool* du monde : le régime d'exception.

L'enquête de CRISTOSAL

A ce jour, plus de 70'000 personnes sont détenues dans les geôles salvadoriennes dans le cadre de ce régime d'exception. Cette disposition juridique, voté à la hâte par des législateurs enfumés par le massacre de mars 2022, a permis de mettre en place un arsenal de mesures pour enfermer les personnes sans qu'elle puisse se défendre correctement. En effet, le ministère public n'a plus besoin de notifier les raisons de l'arrestation, les avocats ne peuvent pas visiter leurs clients, l'enquête pénale passe de 6 à 12 mois mais surtout les réunions et manifestations sont interdites. Une attaque en règle contre l'opposition au régime.

C'est pourquoi, CRISTOSAL, encouragé par les victimes de ce décret, a mené une enquête exhaustive dans un pays où la justice et les informations ne sont plus les bienvenues. Elle a constaté des graves violations de droits humains dans les centres de détentions où les victimes présentaient des signes de tortures de la part de fonctionnaires pénitenciers. Les témoignages accablants parlent même de viols commis sur les prisonniers, d'une explosion de maladies, de privation d'eau et d'un surpeuplement carcéral inédit – alors même que le niveau de ce dernier était particulièrement haut depuis des décennies.

Zaira Navas et son collectif ont décelé 184 morts brutales jusqu'à présent (septembre 2023) tandis que l'Etat renvoie des cercueils cloués pour occulter les raisons des décès. C'est grâce au courage de certains parents que CRISTOSAL a pu constater que la plupart des morts ont été victimes d'étranglements, coups de couteaux ou blessures par balle. Zaira Navas confirme que le régime d'exception possède des caractéristiques similaires à l'époque de la guerre civile car ces attaques visent les populations les plus vulnérables du pays. La narrative étatique selon laquelle il est nécessaire d'éliminer l'ennemi intérieur a été parfaitement assimilée par une grande partie de la population ce qui permet au régime de violer allègrement les droits humains les plus basiques.

Naiyb Bukele profite de ce régime d'exception pour réduire au silence les leaders de différentes oppositions dans l'optique de sa réélection - anticonstitutionnelle - comme président de la République en février prochain ; le régime d'exception permet aussi de réprimer les luttes populaires et des coopératives paysannes qui résistent courageusement par exemple à l'accaparement de leurs terres par les grands propriétaires amis du clan au pouvoir.

Appel aux Dons

ANS soutient grâce à vos dons des initiatives solidaires au Nicaragua et au Salvador.

Pour un appui financier au nouveau projet ANS 2023-2026 au Nicaragua dans les communautés d'El Tuma La Dalia, vous pouvez faire vos dons avec la mention **Projet ANS 2023** sur l'IBAN de l'association ou en utilisant le QR code ci-contre.

Au Salvador nous continuons à soutenir matériellement la lutte populaire du *Bloque de Rebeldia y Resistencia* contre le gouvernement répressif de Bukele.

IBAN: CH65 0900 0000 1201 5578 6
ANS Association de solidarité
Nicaragua – El Salvador Genève



Guatemala : la victoire surprise d'un candidat anti-corruption

Le scrutin présidentiel du 20 août dernier a vu la victoire, avec près de 60% des suffrages, du candidat Bernardo Arévalo, du parti Semilla¹. Ce parti est né en 2017, dans le sillage d'un mouvement populaire qui, en 2015, après plusieurs semaines de mobilisation et de manifestations, avait obtenu la démission du président de l'époque, Otto Perez Molina, et de sa vice-présidente².

Le parti Semilla et son candidat Arévalo, d'orientation social-démocrate, se veut progressiste et écologiste. Mais c'est certainement la volonté affirmée de lutter contre la corruption, la misère et la violence qui affectent le pays depuis des décennies qui leur a permis de remporter cette victoire électorale.

Les forces économiques et politiques qui monopolisent le pouvoir au Guatemala sont quant à elles inquiètes de la percée d'un candidat comme Bernardo Arévalo, dont le programme politique, sans être révolutionnaire, est néanmoins susceptible de porter atteinte à leurs intérêts.

L'appareil judiciaire, largement dominé par les partisans du pouvoir en place³, s'est ainsi acharné à mettre des bâtons dans les roues à Semilla et à son candidat, en multipliant les procédures à leur encontre, allant jusqu'à ordonner, après le 1^{er} tour des élections, la suspension du parti Semilla pour de prétendues « irrégularités » ... lors de sa création en 2017 ! Si la Cour constitutionnelle a suspendu provisoirement cette décision, pour permettre à Semilla et à son candidat de se présenter au second tour du 20 août, la suspension de Semilla a à nouveau été prononcée après cette date...

Des manifestations importantes ont lieu dans tout le pays depuis début octobre, pour protester contre la « persécution électorale » dirigée contre Arévalo et son parti, et exiger la démission des procureurs et juges à l'origine de celle-ci. Bernardo Arévalo a quant à lui dénoncé un « coup d'Etat au ralenti » visant à empêcher son accession au pouvoir prévue pour le 14 janvier 2024.



Bernardo Arévalo devant les manifestants le 19 septembre 2023

Quoi qu'il en soit, même si Arévalo entre en fonctions comme prévu le 14 janvier prochain, cela ne résoudra pas du jour au lendemain les problèmes du pays. En effet, le Parlement restera aux mains d'une majorité de droite⁴, Semilla ne détenant que 23 sièges sur 160 au Congrès.

Par ailleurs, pour transformer véritablement la situation d'injustice et d'inégalités qui accable le Guatemala, il ne suffira pas de passer d'un « capitalisme corrompu » à un « capitalisme honnête », comme le propose Arévalo. La population attend des réponses concrètes pour mettre fin à la misère et à la discrimination que subit la majorité indigène du pays, et pour permettre un véritable accès pour tous aux services d'éducation, de santé et à la propriété de la terre. Pour cela, les organisations populaires resteront mobilisées, avant et après le 14 janvier 2024.

Anne-Marie Barone

¹ Semilla = graine

² Tous deux actuellement détenus pour des faits de corruption

³ Au Guatemala, on parle du « Pacte des corrompus »

⁴ Ce qui n'est pas sans rappeler la situation au Chili depuis l'élection de Boric

Sperisen : fin prochaine d'une saga judiciaire

Pour rappel : Edwin Sperisen, bi-national suisse et guatémaltèque, est l'ancien chef de la police nationale du Guatemala. Il a été arrêté à Genève en 2012 suite à un mandat d'arrêt international lancé contre lui par les autorités guatémaltèques, pour l'assassinat de plusieurs détenus du pénitencier de Pavon en 2006.

En 2014, Sperisen est condamné par un Tribunal genevois à la prison à vie, pour sept assassinats commis par

les forces de l'ordre dans le pénitencier de Pavon. Cette condamnation est confirmée en 2015 par la Cour de Justice. Deux ans plus tard, le Tribunal fédéral annule l'arrêt genevois, et déclare que l'affaire doit être rejugée. C'est ainsi qu'en 2018, la Chambre d'appel rend un nouveau jugement, et réduit la peine de Sperisen à 15 ans de prison. Ce verdict sera confirmé par le Tribunal fédéral en 2019.

Sperisen s'adresse alors à la Cour européenne des droits de l'homme. En juin 2023, celle-ci rend son arrêt, qui constate que le procès de Sperisen a violé l'art. 6 de la Convention européenne des droits de l'homme prévoyant le droit d'être jugé par un « tribunal impartial ». Selon la Cour en effet, une des magistrates genevoises aurait manqué d'impartialité.

Suite à cette décision, le Tribunal fédéral vient de rendre un arrêt, le 20 octobre, qui annule la condamnation de

Sperisen à une peine de 15 ans de prison. Sperisen a donc été libéré, et un nouveau procès (le 4^e !!) devra avoir lieu.

Relevons toutefois que l'incidence de ce dernier rebondissement est relative, puisque Sperisen aurait de toute façon pu bénéficier d'une libération conditionnelle après avoir purgé les deux tiers de sa peine, en février 2024...

Anne-Marie Barone

Israël : une société aveuglée et sans mémoire.

Le dernier vestige du colonialisme du XXI^{ème} siècle a encore fait parler de lui en frappant d'une violence indiscriminée les civiles de Gaza. Le 7 octobre 2023, des combattants du Hamas ont brisé le siège du ghetto de Gaza pour mener des attaques contre une population israélienne, majoritairement civile, qui se pensait protégée. La disproportion de la punition collective infligée aux Gazaouis est terrible.

Malgré les tentatives des pouvoirs européens de justifier la riposte totalement disproportionnée du régime sioniste, la rue, qu'elle soit jordanienne ou suisse, à Washington ou à Londres, exprime, ces jours, son dégoût avec force et se mobilise pour réclamer un cessez-le-feu immédiat, et la fin de la colonisation.

Malgré le fait que le sionisme et ses alliés réduisent ce conflit à une guerre qui opposerait civilisation et barbarie, les opinions publiques semblent de moins en moins encline à accepter cette justification et le font savoir.

Les démocraties occidentales alimentent la confusion entre antisémitisme et antisionisme, et instrumentalisent de manière dangereuse la lutte indispensable contre le vrai danger que représente l'antisémitisme, avec l'objectif de créer un climat d'intimidation démobilisateur.

Dans cette guerre de communication, le sionisme nous explique que les meurtres de civils aux mains des combattants du Hamas sont intolérables – ce qui est une affirmation indéniable. Est-il dès lors légitime de glorifier les « exploits » des organisations paramilitaires juives tels que le groupe Stern ou l'Irgoun, connus pour leurs massacres de civils, et faisant partie des mythes de l'épopée fondatrice d'Israël ?

Qui se souvient de l'insurrection du Ghetto de Varsovie qui prenait fin le 16 mai 1943 par sa destruction totale ? Qui se rappelle que ses habitants vivaient entassés dans un territoire surpeuplé et supervisé par un Judenrat – sorte d'autorité autonome juive – qui préférait collaborer avec leurs bourreaux dans l'espoir de jours meilleurs ?

Qui se souvient que le Ghetto fournissait une main d'œuvre indispensable à l'industrie allemande, une sorte d'« armée de réserve » du grand capital nazi ?

Les jeunes gens de ce Ghetto, lassés par les humiliations quotidiennes de l'armée d'occupation, prirent les armes afin de mourir pour la vie, pour sauver la dignité humaine.

Israël a fondé son récit et sa légitimité historique sur les crimes nazis de la 2^{ème} guerre mondiale et a pris la Shoah – ainsi que les juifs du monde entier en otage. La déshumanisation des palestiniens musulmans et chrétiens reproduit les mécanismes sinistres qui permettent le génocide en cours à Gaza et cela, alors que les derniers rescapés des camps de la mort disparaissent, et avec eux, leurs voix et leurs témoignages.

Le nettoyage ethnique en Palestine, et le génocide à Gaza, menés par le gouvernement d'extrême-droite israélien, en instrumentalisant la mémoire de l'holocauste, sont l'illustration de l'origine colonialiste de la société israélienne, et de la complicité impardonnable de l'occident dans les événements en cours. Cette fuite en avant n'offre aucune perspective de justice et de paix aux peuples du Moyen-Orient.



Avec l'actualité brûlante en Palestine, L'ANS fait la promotion des rencontres cinématographiques **Palestine: Filmer c'est exister** qui se dérouleront du 29 novembre au 3 décembre 2023 au Spoutnik et au Grütli à Genève. Ci-dessous l'édito de la page web de PFC'E:

Il y a 75 ans, la Nakba les jeunes palestinien.ne.s n'oublieront jamais.

23 octobre. Au moment où nous mettons sous presse le programme de la 12^e édition de PFC'E, Israël provoque une 2^e Nakba dans la bande de Gaza : bombardements continuels rasant des quartiers entiers du nord au sud, déportation de plus d'un million d'habitant·e·s, bombardements des convois de déplacés, blocus total avec coupure de l'eau et de tout approvisionnement, plus de 5 000 morts dont 2 055 enfants... En Cisjordanie et à Jérusalem, attaques de colons armés jusqu'aux dents par l'armée israélienne, arrestations massives y compris de Palestiniens vivant en Israël. Et 5 200 prisonnier·ière·s – dont 170 enfants mineurs – otages dans les prisons israéliennes.

Depuis 75 ans, le peuple palestinien fait face de manière héroïque à la colonisation et l'occupation de sa terre et aux attaques d'un régime désormais ouvertement raciste, nationaliste et ne cachant plus sa volonté d'éliminer la population palestinienne.

Ce qui se passe à Gaza fait craindre le pire. Alia Arahoghly, fondatrice de SHASHAT Women Cinema, par zoom le 16 octobre : « Il faut parler de ce que les gens vivent, nous n'avons presque plus de nouvelles des réalisatrices de Gaza, tout à coup un message passe « oui je suis en vie », « aujourd'hui j'ai 1 kg de pain pour toute ma famille » « Elles vivent une cassure dans leurs vies. Comment vont-elles faire pour s'en remettre ? » »

PFC'E doit plus que jamais montrer qu'en PALESTINE, FILMER C'EST EXISTER.

Le thème central choisi pour cette édition prend un sens plus dramatique en ce mois d'octobre : les jeunes Palestinien·ne·s n'oublieront jamais la Nakba de 1948 et seront marqué·e·s dans leur chair par la Nakba qu'ils·elles vivent actuellement. PFC'E a choisi de projeter des films montrant des jeunes dont l'obstination à reconstruire les projets anéantis par l'occupant et les colons sur leur terre, soulève l'admiration. Et l'émotion quand ils·elles accompagnent les anciens dans leurs souvenirs et les traumatismes de l'emprisonnement.

La moitié des films sélectionnés a été réalisée par des jeunes cinéastes qui n'hésitent pas à **QUESTIONNER LEUR SOCIÉTÉ**, les injonctions politiques du ' bon résistant ', à oser dire tout haut ce qu'on avait l'habitude de garder pour soi, à exprimer l'amertume face à l'impossibilité de vivre dans « un lieu sans peur et sans frontières ». Plusieurs d'entre eux·elles nous montrent la pression de la collectivité en Palestine occupée sur ce qui relève de l'intimité.

CONTRE L'OUBLI Deux films pour alimenter ce thème, dont le dernier documentaire de Mohanad Yaqubi, qui travaille depuis plusieurs années à rechercher et mettre en valeur l'héritage cinématographique palestinien, mais aussi différents aspects du cinéma militant. Il nous propose une découverte inattendue : des films japonais des années 60-80' sur le mouvement de solidarité nippon avec le peuple palestinien !

FOCUS Khaled Jarrar Après un film qui franchissait le Mur en 2012, il réalise un long-métrage qui marche avec une famille palestinienne dans leur fuite éprouvante de Syrie en Allemagne. Loin des médias aux images stéréotypées et déshumanisées de bateaux surchargés, nous devenons grâce au réalisateur un membre de la famille de Nadira, qui comme tout·e migrant·e rêve d'une existence en sécurité.

La présence à Genève et les films de la réalisatrice Mais Darwazah, des réalisateurs Khaled Jarrar, Mohanad Yaqubi, Saleh Saadi, et par visioconférence, de Muayad Alayan, Ward Kayyal, Basil Khalil, Reine Mitri et Halim Mardawi sont essentiels dans ce contexte tragique.

Le comité



Retrouvez le programme en ligne sous:

<https://palestine-fce.ch/>